



Libye : «Aube de l'odyssée» ou cheval de Troie

Par [Djamel Labidi](#)

Mondialisation.ca, 03 avril 2011

algeria-watch.org 24 mars 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

«Aube de l'Odysée» est le nom de code de l'intervention militaire occidentale en Libye.

La France, la première, a bombardé en Libye, en Afrique du Nord, aux frontières de l'Algérie. Cela n'était pas arrivé depuis un demi-siècle, depuis la fin de notre guerre de libération.

Du coup, le hurlement des réacteurs des avions de chasse français, le sifflement strident des rockets, le hurlement funèbre des missiles américains, donnent une autre réalité à l'appel des insurgés libyens à l'aide de l'Occident. L'enfer est pavé de bonnes intentions. Certes, il pouvait être difficile pour les plus sincères des insurgés de faire la part des choses entre la cause nationale et celle de la démocratie. Mais désormais, ils ne peuvent plus ignorer cette réalité, celle des bombardements de forces étrangères sur leurs propres villes, sur leurs propres aéroports, sur leurs propres routes, sur leur propre peuple, car là aussi il s'agit de bombardements contre des populations civiles, et il n'y a pas un bon et un mauvais peuple. Démocratie où serait ta victoire si elle se faisait à ce prix.

Tout petit, mon père m'avait raconté cette histoire: C'était pendant la période coloniale. Clemenceau, le président du Conseil français, visitait l'Algérie et était arrivé à la porte d'une ville'. Un bachagha algérien, l'accueillant, lui dit: «C'est mon père qui a ouvert cette ville à la France». Et Clemenceau de lui répondre: «Monsieur, chez nous, on appelle cela un traître.»

Que les insurgés libyens, et les Etats arabes qui ont appelé à l'intervention armée, prennent garde aux flatteries occidentales sur «leur courage» et «leur détermination démocratique». Il n'y a aucun courage à compter sur des armées étrangères pour vaincre. Ces flatteries ne cachent, en réalité, que mépris pour eux. Peut-on défendre une révolution démocratique et nationale en indiquant à des forces armées étrangères les sites de son propre pays à bombarder. Espérons que les plus lucides des démocrates libyens prendront conscience du terrible engrenage dans lequel on veut les entraîner, de glissement en glissement, et qu'ils comprendront qu'on ne peut défendre la démocratie sans défendre la nation. Les peuples hiérarchisent les priorités.

Le nouveau pouvoir Libyen, s'il est installé par l'étranger, sera marqué par les conditions de sa naissance. Il sera vulnérable, soumis à la volonté de ceux qui l'auront fait. Rien n'aura été réglé. Pire, la crise démocratique se sera transformée en crise nationale

Tout cela est dommage. Terriblement dommage. Si les vrais démocrates libyens ne redressent pas la situation, on pourra dire alors que la révolution démocratique libyenne aura, pour le moment, échoué. Il n'est pas d'exemple historique de révolution qui ait été

véritable en étant apportée par des forces armées étrangères.

DESINFORMATION et MANIPULATIONS

La crise libyenne restera probablement dans l'Histoire comme l'une des plus grandes opérations de désinformation et de violation du droit international de notre époque.

Un point est à cet égard significatif: la résolution 1973 adoptée Jeudi 17 mars par le Conseil de sécurité. Cette résolution dans son article 1, qui a donc la primauté sur tous les autres, ordonne un cessez le feu en Lybie, et dans son article 2 préconise expressément «un dialogue qui débouche sur les reformes politiques nécessaires à un règlement pacifique et durable» (souligné par nous). Ce sont ces dispositions qui vont faire que les principales grandes nations émergentes (Chine, Russie, Inde, Brésil) ne vont pas voter contre cette résolution mais s'abstenir, pour exprimer leur méfiance au fait que la résolution laisse quand même la possibilité d'une intervention extérieure (article 4).

Mais les dispositions réelles de la résolution vont être passées sous silence dans une gigantesque campagne médiatique qui ne veut y voir que «l'autorisation du recours à la force contre le régime de Kadhafi» (journal «Le Monde» du 18 mars), et donc celle de procéder à «des frappes». Ceci n'est pourtant pas dit dans la résolution qui parle seulement «de toutes mesures nécessaires à la protection des populations civiles» sans citer nulle part le «régime de Kadhafi», c'est à dire en s'adressant à toutes les parties en conflit.

La campagne médiatique est si violente que l'opinion est sidérée et qu'il lui est littéralement impossible de ne pas croire à ce qu'on lui dit. Le ministre des affaires étrangères français, Alain Juppé, tient à prendre la parole devant le Conseil de sécurité, donnant l'impression d'être triomphant à la suite de l'adoption de la résolution. Il s'essaie d'ailleurs à reprendre les accents lyriques de Dominique de Villepin lors du refus de la France à la résolution concernant l'Irak (en 2003), mais il n'en est que le négatif, la triste et pâle copie, là où l'un s'était opposé à une agression, l'autre la réclame. Alain Juppé sort, ensuite, quasiment en courant, de la réunion du Conseil de sécurité et se précipite vers les medias comme s'il venait de recevoir l'autorisation d'une intervention armée en Lybie.

D'ailleurs les medias occidentaux s'impatientent que les frappes ne commencent pas de suite.

Cette campagne médiatique est totalitaire, ne laisse aucun espace à l'esprit critique. Il ne doit y avoir aucune place à d'autres opinions que celle caricaturant El Gueddafi, le présentant comme un fou dangereux qui doit être éliminé. Il faut empêcher les gens de réfléchir au delà d'El Gueddafi, c'est à dire au fond de la crise actuelle, à tous ses aspects, aux véritables enjeux, bref les obliger au conformisme le plus plat.

Les grandes chaînes satellitaires et des journaux arabes, au Machrek et au Maghreb, participent à cette immense manipulation, soit parce qu'ils soutiennent les positions occidentales, soit parce qu'ils sont eux aussi impressionnés par cette pression médiatique extrême. C'est le cas de la chaîne El Djazira, dont le pays d'accueil, le Qatar est partie prenante de la coalition occidentale, mais aussi d' «El Arabiya» et d'autres, dans un contexte d'unanimité, et d'uniformisation de l'information encore jamais vu.

L'un des instruments essentiels de la désinformation va être de cacher, non seulement le contenu réel de la résolution, mais aussi que l'essentiel de l'humanité est contre une

intervention militaire étrangère. D'abord les grandes nations émergentes: la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie. Il faut y ajouter la Turquie. Ces pays ont dénoncé le détournement de la résolution et l'usage qui en a été fait. C'est le cas aussi de l'Union Africaine qui s'oppose aux attaques militaires actuelles et qui n'a pas voulu participer au sommet de Samedi à Paris. Et c'est le cas même de la Ligue arabe, dont le Secrétaire général vient de dénoncer l'interprétation qui a été faite de la notion «de zone d'exclusion aérienne». La résolution adoptée par la Ligue arabe à ce sujet a été surtout le fait des monarchies du Golfe, Etats à faible population et représentant une minorité du monde arabe. Parmi les pays voisins, l'Algérie a voté contre. L'Egypte et la Tunisie sont en période de transition mais, notamment la première, prend de plus en plus ses distances avec la coalition occidentale. Il n'y reste que le Qatar, qui s'y retrouve aujourd'hui seul, isolé.

Un autre aspect de la désinformation va consister à présenter l'intervention armée comme la seule alternative. «Pouvait on laisser des populations civiles être massacrées», voilà ce qui va être le leitmotiv. Rien n'est là aussi plus faux. Le président Chavez avait présenté, dès le début de la crise un plan de dialogue qui avait été accepté par El Gueddafi, la Ligue arabe et l'Union africaine. Et comme on l'a vu l'article 2 de la résolution du conseil de sécurité privilégiait aussi le dialogue. L'opinion a donc été désinformée de la véritable décision de l'ONU. Chauffée à blanc, elle va même s'impatienter du retard à lancer l'attaque. Mais il était difficile de violer à ce point la lettre de la résolution du Conseil de sécurité qui accordait la priorité à un cessez le feu, et donc de violer d'évidence le droit international. Or le pouvoir libyen déclare de suite accepter la résolution de l'ONU, qu'il s'y soumet et il décrète un cessez le feu immédiat. Il fallait donc prouver à tout prix que le régime libyen ne respectait pas le cessez le feu.

LES FAMEUX TEMOINS OCULAIRES

Le relai est alors pris par des chaînes satellitaires arabes, notamment El Djazira, la chaîne Qatari. C'est la fameuse utilisation de la source des «témoins oculaires» (en arabe chouhoud ayan) qui restera probablement comme l'une des caractéristiques des méthodes d'information (et de désinformation) durant cette crise). Et c'est ainsi qu'à l'ère du règne des images et des événements suivis en direct, ce sont des «témoins» (qu'on entend souvent sans les voir) qui nous donnent des informations... sans images. Et lorsqu'on a des images, on a l'impression gênante souvent de mises en scènes: soldats et hommes armés accoutrés de façon disparate, pièces de DCA dont les servants semblent s'amuser comme avec un jouet, en les tournant dans tous les sens et en tirant au hasard comme contre des avions devant les caméras, armées de mercenaires noirs signalées dans un langage qui confine au racisme mais invisibles etc.

Dans la nuit du Jeudi 17 mars au Vendredi 18 mars, «El Djazira» (et aussi «El Arabiya» mais avec plus de retenue) va créer une atmosphère dramatiquement intense de témoignages oculaires affirmant que le cessez le feu n'est pas respecté et que les troupes gouvernementales sont «entrées dans les faubourgs de Benghazi». Le soir, El Djazira, aux environs de 19h (heure

d'Alger), interviewe en direct l'ambassadrice américaine Susan Rice pour lui affirmer que le cessez le feu n'est pas respecté et lui reprocher avec véhémence de ne pas se porter au secours de Benghazi «avant qu'il ne soit trop tard». Quelques minutes après, l'ambassadrice américaine, comme si elle n'attendait que cela, reprenant El Djazira, dira que le cessez le feu n'est pas respecté et France 24 reprendra ceci comme une information officielle. Les envoyés spéciaux de France 24 utiliseront eux aussi le procédé du «témoin oculaire». Ils

n'ont pas d'images, n'ont rien vu, bien qu'ils soient «sur le terrain» mais le fait «d'être sur le terrain» a ici pour fonction de leur donner plus de crédibilité. La pression devient le Samedi matin de plus en plus intense, au fur et à mesure qu'on s'approche du sommet international réuni à Paris ce jour et qui doit décider des frappes militaires. On donne l'image d'un avion de chasse qui s'écrase en feu sur Benghazi, dont on dira après qu'il n'est vraisemblablement pas un avion sous contrôle du gouvernement libyen, mais on préfère bizarrement ne plus le dire.

Il est clair que le pouvoir libyen a intérêt à respecter le cessez le feu et à ne donner aucun prétexte aux frappes. Mais qu'importe. Quand on veut noyer son chien, on l'accuse de la rage. «El Gueddafi est un menteur, on ne peut faire confiance à ce régime», cette affirmation va désormais être répétée sans arrêt et servir d'argument générique, permettant l'économie de toute argumentation, de toute preuve. Soit. Il n'est pas digne de confiance, mais alors pourquoi ne pas avoir recours à des observateurs chargés de contrôler le cessez le feu. C'est ce que proposent les libyens mais en vain.

Après les frappes, et comme par enchantement, on ne parlera plus de troupes de El Gueddafi «dans les faubourgs de Benghazi». Et lorsqu'on annoncera les premières victimes des missiles américains sur Tripoli, les journalistes de France 24 et d'El Djazira, devenus soudains sceptiques et professionnels, diront qu'il est nécessaire de vérifier ces informations.

COMME A LA «BELLE EPOQUE»

Quel que soit le comportement du gouvernement libyen, la cause était entendue d'avance. Il fallait éliminer El Gueddafi, et si besoin est physiquement, comme on le verra suggéré. La façon dont ont été déclenchées les frappes, les cibles visées, prouvent la préméditation et que les préparatifs ont été faits bien à l'avance, déjà au moins lorsque les bâtiments de guerre américains, français et anglais sont venus croiser au large des côtes libyennes. L'évolution même du langage des medias et des officiels occidentaux montrent les buts réels de l'opération: on passe successivement de «zone d'exclusion aérienne» à «frappes ciblées» puis à «frappes préventives», puis à «l'appui à donner aux insurgés pour renverser El Gueddafi qui est de toute façon fini politiquement». La partition de la Lybie, entre d'une part la Tripolitaine et d'autre part la Cyrénaïque est déjà évoquée comme une option. Certains intellectuels français, comme Antoine Sfeir, qui a réclamé avec acharnement avec Bernard Henry Lévy une intervention militaire, va jusqu'à envisager sur la chaîne France 5 (émission «C dans l'air», 16 mars) l'éventualité «que quelqu'un mette à Gueddafi une balle dans la tête». Un autre «spécialiste des pays arabes», Antoine Basbous suggère sur France 2 («Telématin», 21 mars) que la disparition de El Gueddafi résoudrait bien des problèmes. La crise libyenne révèle d'un seul coup l'état culturel d'une grande partie de l'intelligentsia française. Certains ne se contentent pas seulement de justifier l'intervention armée en Lybie, ils vont même jusqu'à prendre un plaisir inquiétant à donner des conseils sur la manière de mener l'action militaire, comme le font Pascal Boniface, Pierre Hesner, Paul Pancraccio, Jean François Daguzan, des intellectuels et chercheurs français dans le journal «Le Monde» du 16 Mars 2011. S'il y a une contradiction trop évidente, comme l'étrange tolérance sur ce qui se passe à Bahreïn, le problème est écarté d'un revers de la main, et on propose là une grille de lecture d'un conflit entre sunnites et chiites, en oubliant de dire qu'ils sont avant tout tous arabes. Sur les plateaux des medias français se succèdent intellectuels, experts militaires et hommes politiques, dans une alliance sacrée qui va de la droite à la gauche. Chacun adresse des louanges à la lucidité et à «l'audace» du président Sarkozy. L'atmosphère est à une hystérie guerrière, à une frénésie militaire, à un sentiment

de puissance au spectacle des Mirages qui décollent pour une proie si facile, pour une guerre sans risques. Tout ce monde laisse l'impression de respirer un moment, euphorique, l'air de la «la belle époque», celle de la domination coloniale. Le chauvinisme se cache comme toujours, et comme déjà à cette époque, derrière des arguments humanitaires et civilisationnels. Des mots méprisants et révélateurs sont parfois lâchés comme ce journaliste de France 24, Silvain Attal, qui veut justifier le rôle leader de la France dans cette opération, en revendiquant le Maghreb comme «l'arrière cour de la France». Le plaisir guerrier, est ici d'autant plus fort que la France doute d'elle même dans un monde qui change inexorablement et où les pays occidentaux auront à accepter leur nouvelle place, une place égale aux autres.

Les interventions militaires se suivent et se ressemblent, en Irak, en Afghanistan etc. On ne change même pas le script et presque pas le casting du côté des acteurs occidentaux. «opérations humanitaires, défense des populations civiles», les justifications sont les mêmes. C'est chaque fois la catastrophe et d'immenses souffrances pour les peuples victimes, mais on recommence chaque fois.

IRAK REPLAY

C'est le remake des deux guerres contre l'Irak. Tout y est, exactement, comme s'ils n'avaient rien appris depuis 20 ans. Le premier ministre anglais, David Cameron, retrouve exactement les mêmes mots que Bush et Tony Blair et commence son discours de justification de l'attaque contre la Lybie en disant «Nous avons des informations fiables que....». On affirme à nouveau que les frappes des missiles Cruise et Tomawak sont des «frappes chirurgicales» pour une nouvelle «guerre propre». Dans la nuit de Tripoli recommence le feu d'artifice monstrueux, comme à Bagdad.

Le plus douloureux est de retrouver des chaînes et des journaux arabes justifier tout cela et avec des arguments semblables. La Chaîne El Djazira a représenté, pour l'opinion arabe, un grand espoir d'esprit critique, de pluralité de l'information, bref de démocratie. Avec la crise libyenne, elle devient brusquement une chaîne gouvernementale arabe comme les autres, un instrument de propagande. On se souvient soudain qu'elle est la chaîne du Qatar. Où est El Djazira qui représentait une source d'informations, une alternative à la désinformation pendant les guerres contre l'Irak, contre le Liban, contre Gaza. Le 19 mars, 110 missiles tomahawks avaient été tirés sur la Lybie. Le soir, les journalistes de «El Djazira» nous expliquaient, admiratifs, que les missiles tomahawks coûtent extrêmement chers mais qu'ils sont très précis, et qu'il est donc à l'honneur des américains de les utiliser contre Tripoli pour faire le moins possible de victimes civiles. C'est là aussi dommage, bien dommage pour l'avenir et la crédibilité d'El Djazira auprès de l'opinion arabe mais aussi pour nous tous car les chaînes satellitaires arabes ont été, malgré tout, l'un des plus grands progrès de ces dernières années. Mais espérons qu'il ne s'agisse que d'un épisode. En tout cas, il prouve comment la cause nationale et la cause démocratique sont profondément imbriquées dans le monde arabe et que tout recul de l'une est le recul de l'autre.

Les Etats occidentaux ont baptisé leur opération militaire contre la Lybie «Aube de l'Odyssée». Est ce un lapsus car on pense invinciblement alors au Cheval de Troie. La Démocratie pourra-t-elle être utilisée comme Cheval de Troie d'un retour du colonialisme, comme peut le faire croire ce qui se passe en Lybie. C'est ce que pourraient penser les nostalgiques des régimes nationalistes autoritaires. Mais rien n'est plus faux. En réalité, les Etats occidentaux dominants sont inquiets, désarmés devant cette intervention massive des Arabes sur la scène historique. La révolution démocratique arabe murit partout y

compris lorsqu'elle échoue momentanément ici et là. En Tunisie et en Egypte, elle ne tardera pas à fournir ses fruits au bénéfice de tout le monde arabe. Elle est aujourd'hui un formidable outil de libération nationale et sociale, le seul fourni finalement par l'Histoire. Il n'y a pas d'autre alternative, y compris pour le pouvoir libyen actuel, qui ne doit pas comprendre que l'hostilité, qui se développera certainement dans l'opinion mondiale et arabe à l'agression étrangère, signifie un soutien à lui.

La source originale de cet article est algeria-watch.org

Copyright © Djamel Labidi, algeria-watch.org, 2011

Articles Par : Djamel Labidi

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca